

**Inside Secure**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63 rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine*  
*Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*  
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat  
aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2  
510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR  
76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon,  
Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

*Expertea Audit*  
Membre de la Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes Aix-Bastia  
60 bd Jean LABRO, 13016 Marseille

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

**Experteia Audit**  
60 boulevard Jean Labro  
13106 Marseille

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

A l'assemblée générale  
**Inside Secure**  
Rue de la Carrière de Bachasson  
13590 Meyreuil

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inside Secure relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants : Rapport sur les informations financières pro forma, rapport sur les estimations de bénéfices, rapports prévus par la réglementation dans le cadre des émissions d'instruments de dette et de capitaux propres, et travaux de due diligences

financière pour les besoins des banques dans la cadre du financement de l'acquisition de Verimatrix.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Comptabilisation du chiffre d'affaires**

#### Risque identifié :

Inside Secure commercialise des logiciels, des éléments de propriété intellectuelle et des services. Les principes comptables relatifs à chaque type de chiffre d'affaires sont décrits dans la note 2.(d) de l'annexe aux comptes annuels.

Compte tenu du caractère immatériel des biens et services vendus, les contrôles relatifs à la preuve de leur transfert au client, et de manière générale de séparation des exercices, pourraient être plus facilement contournés ou défaillants. Par conséquent, nous considérons qu'il existe un risque que le chiffre d'affaires soit comptabilisé à tort ou sur une période comptable inappropriée.

Le chiffre d'affaires représente également un poste significatif du compte de résultat : en l'absence de coût des ventes associé, une erreur de comptabilisation du revenu a un impact direct et total sur le résultat de la période.

Nous avons donc considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires comme un point clé d'audit en raison de l'importance de cet agrégat dans les comptes annuels et de la sensibilité de cette information dans la communication financière de la société.

#### Notre réponse :

Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles relatifs au processus de comptabilisation du chiffre d'affaires mis en place par Inside Secure afin d'apprécier s'ils permettent de prévenir des ajustements significatifs.

Nous avons testé un échantillon de transactions pour chaque type de chiffre d'affaires en examinant les contrats, factures, paiements clients, confirmations internes des informations de téléchargement de licences envoyées au client, preuves d'acceptation du client (uniquement lorsque prévue au contrat) ainsi que les confirmations périodiques des clients dans le cas des redevances de licences, afin de vérifier que les revenus ont été comptabilisés conformément aux principes comptables décrits dans les notes aux comptes annuels ;

Nous avons testé les transactions effectuées à des dates proches de part et d'autre de la clôture afin de vérifier que le chiffre d'affaires a été comptabilisé sur le bon exercice.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations retenues par Inside Secure pour les revenus provenant de redevances variables, par :

- Entretien avec les opérationnels et la direction financière afin de comprendre le processus de remontée et de validation des informations commerciales détenues par la direction commerciale ;
- Contrôle des modèles d'estimations retenues (pertinence et exactitude du calcul) ;
- Comparaison des estimations avec les montants réels facturés sur le trimestre suivant (à réception de la confirmation client) sur un échantillon de transactions.

Nous avons demandé des confirmations de soldes/transactions aux clients les plus significatifs ; nous avons rapproché les réponses aux confirmations reçues avec la comptabilité pour vérifier notamment l'exactitude du chiffre d'affaires comptabilisé et sa comptabilisation sur le bon exercice.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Inside Secure par votre assemblée générale du 10 juin 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 14 juin 2017 pour le cabinet Experte Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption (dont 6 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé) et le cabinet Experte Audit était dans la 2<sup>ème</sup> année de sa mission.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

##### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Rapport au comité d'audit*

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Marseille, le 30 avril 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Didier Cavanié

Experteia Audit



Jérôme Magnan

## BILAN

ACTIF en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018		31 décembre 2017	
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	3.1	46 830	30 792	16 037	18 838
Immobilisations corporelles	3.1	1 805	1 105	699	798
Immobilisations financières	3.2	24 030	8 121	15 909	21 154
<b>Actif immobilisé</b>		<b>72 665</b>	<b>40 019</b>	<b>32 646</b>	<b>40 790</b>
Stocks		42	-	42	84
Avances et acomptes versés sur commandes		43	-	43	50
Créances clients	3.4	13 262	112	13 149	12 833
Autres créances	3.4	3 240	-	3 240	2 979
Disponibilités	3.5	39 991	-	39 991	37 285
<b>Actif circulant</b>		<b>56 578</b>	<b>112</b>	<b>56 466</b>	<b>53 232</b>
Charges constatées d'avance	3.11	456	-	456	495
Ecart de conversion actifs	3.12	584	-	584	605
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>1 039</b>	<b>-</b>	<b>1 039</b>	<b>1 100</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>130 282</b>	<b>40 131</b>	<b>90 151</b>	<b>95 123</b>

PASSIF en milliers d'euros		31 décembre 2018	31 décembre 2017
Capital	3.6	17 648	17 280
Prime d'émission et d'apport	3.6	163 934	164 303
Réserve indisponible	3.6	9 960	9 960
Report à nouveau	3.6	(131 434)	(131 060)
Résultat	3.6	(3 192)	(373)
<b>Capitaux propres</b>		<b>56 916</b>	<b>60 110</b>
Provisions pour risques et charges	3.7	5 628	6 728
Emprunts et dettes financières divers	3.4	16 354	16 484
Avances et acomptes reçus	3.4	0	93
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.4	2 512	2 327
Dettes fiscales et sociales	3.4	2 075	2 350
Autres dettes	3.4	2 640	4 067
<b>Dettes</b>		<b>29 210</b>	<b>32 049</b>
Produits constatés d'avance	3.11	3 315	2 363
Ecart de conversion passifs	3.12	710	601
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>4 025</b>	<b>2 964</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>90 151</b>	<b>95 123</b>

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT en milliers d'euros	Note	Exercice 2018	Exercice 2017
Chiffre d'affaires	4.1	35 379	36 508
Reprises sur dépréciations et provisions	3.7	371	4 062
Transferts de charges	4.7	732	673
Autres produits		622	883
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>37 104</b>	<b>42 126</b>
Achats matières et marchandises		2	23
Variations de stocks		42	(25)
Autres achats et charges externes		30 563	26 051
Impôts taxes et versements assimilés		661	685
Salaires et traitements	4.2 et 4.3	3 483	4 539
Charges sociales		1 196	1 528
Dotations aux amortissements et dépréciations			
- Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	3.1	2 127	1 554
- Sur actifs circulants : Dotations aux dépréciations	3.7	37	76
Dotations aux provisions	3.7	166	2 032
Autres charges		1 265	2 847
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>39 542</b>	<b>39 310</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(2 438)</b>	<b>2 816</b>
<b>Produits financiers</b>	4.5	<b>7 817</b>	<b>4 386</b>
<b>Charges financières</b>	4.5	<b>8 336</b>	<b>7 944</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(518)</b>	<b>(3 558)</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4.6	546	1 142
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4.6	0	1 500
<b>Total produits exceptionnels</b>		<b>546</b>	<b>2 642</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4.6	636	410
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4.6	1	1 917
<b>Total charges exceptionnelles</b>		<b>636</b>	<b>2 327</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(90)</b>	<b>315</b>
Impôt sur les bénéfices	4.4	(345)	(202)
Crédit d'impôt recherche		199	256
<b>RESULTAT NET COMPTABLE</b>		<b>(3 192)</b>	<b>(373)</b>

## Notes annexes aux comptes annuels

Le bilan, avant répartition du résultat de l'exercice, présente un total de 90 151 milliers d'euros et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, un chiffre d'affaires de 35 379 milliers d'euros, pour une perte de 3 192 milliers d'euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### 1. Informations générales sur la Société

#### 1.1 Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

Inside Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit, développe et commercialise des logiciels embarqués et des composants de propriété intellectuelle dédiés à la sécurité des transactions, des contenus et de l'identité numérique.

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme. Son siège social se situe à l'Arteparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

Les comptes annuels clos le 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 17 avril 2019.

#### *Obligations convertibles en actions Inside Secure*

Afin de renforcer sa capacité à financer des projets d'acquisition, la Société avait émis le 29 juin et le 5 septembre 2017 des obligations convertibles en actions Inside Secure nouvelles ou existantes (OCEANE) pour un montant total de 16,1 millions d'euros nets de frais (voir note 3.4).

#### 1.2 Evènements significatifs postérieurs à la clôture

#### **Acquisition de Verimatrix après la clôture en février 2019**

Le 28 février 2019, Inside Secure a finalisé l'acquisition de la société Verimatrix, Inc.

Verimatrix qui emploie plus de 300 personnes dans 20 pays et dont le siège social est à San Diego, Californie, est un leader mondial indépendant de la sécurité logicielle pour les services vidéo auxquels font confiance les principaux propriétaires de contenus pour l'industrie du Divertissement.

Verimatrix a réalisé un chiffre d'affaires de 82,1 millions de dollars (selon les principes comptables américains – US GAAP) et 15,6 millions de dollars d'EBITDA sur la période des douze mois se terminant le 31 décembre 2018.

A la réalisation de l'opération, Inside Secure a versé un montant 138,1 millions de dollars en numéraire pour l'acquisition de 100% des actions de Verimatrix. Par ailleurs, un montant additionnel de 9,8 millions de dollars a été mis sous séquestre pour couvrir (i) les ajustements post-closing éventuels et (ii) un complément de prix, estimé à 8 millions de dollars, dont le montant définitif sera connu au deuxième trimestre de 2019 après la finalisation de l'audit des résultats annuels de Verimatrix.

L'opération a été financée par la combinaison de l'utilisation d'une partie de la trésorerie disponible d'Inside Secure (pour un montant de 37 millions de dollars, hors les dépenses et honoraires liés à l'acquisition), la mise en place d'une dette privée auprès d'Apera Capital (d'un montant de 54 millions

de dollars) et un renforcement des fonds propres réalisé en janvier 2019 composé d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription pour un montant brut de 22,5 millions d'euros et de l'émission réservée au fonds One Equity Partners (« OEP ») d'obligations remboursables en actions pour 30 millions d'euros.

## **2. Règles et méthodes comptables**

### ***(a) Principes comptables et conventions générales***

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général applicables à la clôture de l'exercice.

### ***(b) Monnaie de présentation***

L'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars américains (« dollars »). Cependant, conformément aux dispositions du Code de Commerce, la Société présente ses comptes sociaux en euros. Le cours de clôture du dollar par rapport à l'euro est passé de 1,1993 dollar pour 1 euro au 31 décembre 2017 à 1,1450 dollar au 31 décembre 2018.

### ***(c) Comptabilisation du chiffre d'affaires***

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités de la Société. Le chiffre d'affaires figure nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des rabais et des remises.

La Société comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront à la Société et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités de la Société décrite ci-après.

La Société commercialise des logiciels et des composants de propriété intellectuelle, ainsi que les services associés.

#### *Vente de licences d'utilisation de logiciels sans développements spécifiques*

La Société commercialise des licences « statiques » (correspondant à un droit d'utiliser la technologie telle qu'elle existe à la date à laquelle la licence est attribuée) que ses clients intègrent directement dans la conception de leurs produits, plateformes semi-conducteurs et/ou logiciels. Lorsque les licences sont vendues sans développements spécifiques, le chiffre d'affaires est constaté lors de la cession du droit d'utilisation de la licence.

#### *Vente de licences d'utilisation de logiciels avec développements spécifiques (moins de 5% du chiffre d'affaires)*

La Société analyse chacun des contrats concernés pour déterminer s'il y a une seule obligation de performance (vente d'un logiciel personnalisé pour répondre spécifiquement aux demandes et besoins du client) ou deux obligations séparées (vente d'un logiciel standard et réalisation de prestations simples assistance). Lorsqu'il y a une seule obligation de performance, le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probables et dans la mesure où

elles peuvent être estimées de manière fiable. Lorsqu'il y a plusieurs obligations de performance, la vente de licence est reconnue selon les principes décrits ci-dessus.

#### Redevances

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients de la Société. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients.

Les redevances fixes sont reconnues lors de la mise à disposition du droit d'utilisation au client. Pour ce qui est des redevances variables fonction des ventes réalisées par les clients, le revenu est comptabilisé lorsque la vente a été réalisée par le client. Lors de chaque clôture, la Société estime les volumes de ces ventes, sans attendre la réception des confirmations périodiques des clients. S'agissant des redevances variables en fonction des ventes des clients, la Société estime les redevances à recevoir sur la base (i) de l'historique des rapports de redevances reçus lors des trimestres précédents et (ii) des informations détenues par la direction commerciale.

#### Prestations de maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations, dans la mesure où les prestations sont rendues de façon continue. Lorsque la prestation de maintenance est vendue avec la licence, la portion du prix du contrat qui revient à la partie maintenance est déterminée en tenant compte à la fois des prix observables sur les renouvellements de maintenance et des prix habituellement pratiqués sur le marché.

#### Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, le Groupe détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

#### Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période en application des principes décrits ci-dessus.

#### **(d) Immobilisations**

##### 1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont essentiellement composées de droits d'utilisation de licences de logiciels et de coûts de développements en interne d'applications informatiques amortis sur leur durée d'utilité, estimée à trois années.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif du bilan dans la mesure où la Société dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point des programmes de développement précisément définis et qu'elle bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

## 2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements sont pratiqués selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens :

- 3 à 5 ans pour le matériel de recherche et développement,
- 3 à 10 ans pour les agencements et aménagements de constructions,
- 3 à 5 ans pour le matériel de bureau,
- 3 à 8 ans pour le mobilier.

## 3) Dépréciation

La valeur nette comptable d'une immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

### ***(e) Créances***

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée, après analyse, au cas par cas, lorsque la valeur recouvrable est jugée inférieure à la valeur comptable.

### ***(f) Provisions pour risques et charges***

Les provisions pour pertes sur contrats sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'évènements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

### ***(g) Opérations libellées en devises***

Comme indiqué précédemment, l'essentiel des transactions d'achats et de ventes de la Société est réalisé en dollars.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur en euros à la date de l'opération.

Le résultat de change est enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Ainsi sont enregistrés en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le poste gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (liquidités en devises...).

La Société a recours à des opérations de couverture de change pour couvrir son exposition dans sa monnaie fonctionnelle, le dollar contre l'euro.

Ces opérations sont qualifiées de macro-couverture et constituent par conséquent des positions ouvertes isolées. Les pertes et les gains dénoués sur ces opérations sont comptabilisés en résultat financier.

Les pertes et les gains latents à la clôture sont comptabilisés au bilan.

Les dettes, créances et disponibilités figurent au bilan pour leur contrevaletur en euros au cours du dernier jour de l'exercice. La différence résultant de la réévaluation de ces actifs et passifs en devises est portée au bilan dans le poste « Ecarts de conversion actifs » ou « Ecarts de conversion passifs ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

### (h) Subventions et crédit d'impôt recherche

Des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Société enregistre ces subventions dans le compte de résultat « Subventions d'exploitation » (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Une avance remboursable sous conditions est traitée comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat) s'il est établi que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, elle est classée en dettes.

Les crédits d'impôt recherche octroyés pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique sont comptabilisés en crédit d'impôt sous la rubrique « Impôts sur les bénéfices » conformément à la recommandation de l'ANC du 11 janvier 2011. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en "Autres actifs".

## 3. Compléments d'informations relatifs au bilan

### 3.1 Etat des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent de la façon suivante:

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2017	Augmentations par achats	Reclassements de postes	Diminutions	31 décembre 2018
Licences et logiciels	35 683	-	-	(147)	35 536
Relations commerciales	1 052	-	-	-	1 052
Fonds commercial	11 103	-	-	(862)	10 241
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>47 839</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 009)</b>	<b>46 830</b>
Agencements aménagements des constructions	1 001	-	-	-	1 001
Installations techniques matériel et outillage industriel	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	690	113	-	-	803
Immobilisations en cours	27	-	-	(27)	-
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>1 720</b>	<b>113</b>	<b>-</b>	<b>(27)</b>	<b>1 805</b>

La diminution des licences et logiciels correspond à la mise aux rebuts des logiciels que la Société n'utilisait plus suite à la cession de l'activité semi-conducteurs.

Le 6 novembre 2017, la Société a réalisé l'acquisition des actifs de la société californienne SypherMedia International, Inc. (« SMI ») et la reprise des salariés par une filiale du Groupe, pour un prix de 7 millions de dollars, entièrement réglé en numéraire, dont 2.578 milliers d'euros ont été affectés au fonds de commerce.

Le prix d'acquisition pouvait être majoré d'un complément de prix pouvant aller jusqu'à 3 000 milliers de dollars en fonction de l'atteinte d'objectifs de chiffre d'affaires pour les années 2018, 2019 et 2020 (un million de dollars par an). A la date d'acquisition et sur la base du plan d'affaires de l'activité reprise, le management de la Société estimait que l'intégralité du complément de prix serait dû. Cependant, l'objectif de chiffre d'affaires pour l'année 2018 n'a pas été atteint et aucun complément de prix n'est dû pour cet exercice. La Société a repris la provision correspondante et a réduit à due concurrence la valeur du fonds de commerce. Selon le management de la Société il est toujours probable que les 2 000 milliers de dollars restants seront dus et ce décalage ne remet pas en cause la valeur des actifs incorporels acquis.

Au 31 décembre 2018, le fond commercial de cette société s'élève à 4 504 milliers d'euros, contre 5 366 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les amortissements se décomposent comme suit :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2017	Dotations	Dotations aux provisions	Reprises	31 décembre 2018
Licences et logiciels	28 970	1 728	-	(147)	30 551
Relations commerciales	31	210	-	-	242
Capitalisation des frais de R&D	-	-	-	-	-
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>29 001</b>	<b>1 939</b>	<b>-</b>	<b>(147)</b>	<b>30 792</b>
Agencements aménagements des constructions	406	98	-	-	502
Installations techniques matériel et outillage industriel	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	516	90	-	(4)	603
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>922</b>	<b>188</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>1 105</b>

Les valeurs nettes comptables se décomposent comme suit :

Valeurs nettes comptables	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Licences et logiciels	5 796	7 734
Capitalisation des frais de R&D	-	-
Fonds Commercial	10 241	11 103
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>16 037</b>	<b>18 838</b>
Agencements aménagements des constructions	499	595
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	200	174
Immobilisations en cours	-	27
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>699</b>	<b>797</b>

### 3.2 Etat des immobilisations financières

Les immobilisations financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	Augmentations ou dotations	Diminutions ou reprises	31 décembre 2018
Titres de participation	13 252	-	-	13 252
Creances rattachés à des participations	11 551	-	(1 421)	10 130
Dépôts et cautions versées	271	14	(70)	214
Autres	201	233	-	434
<b>Immobilisations financières brutes</b>	<b>25 275</b>	<b>247</b>	<b>(1 491)</b>	<b>24 031</b>
Provisions sur titres de participation	(4 122)	(4 000)	-	(8 122)
<b>Immobilisations financières nettes</b>	<b>21 153</b>	<b>(3 753)</b>	<b>(1 491)</b>	<b>15 909</b>

Afin de financer l'acquisition de la société Metaforic par sa filiale Inside Secure UK Ltd en 2014 (anciennement Vault IC UK Ltd), la Société a accordé un prêt intragroupe à sa filiale qui s'élevait à 10 415 milliers d'euros au 31 décembre 2014. À la suite de remboursements partiels, le montant du prêt s'élève à 7 627 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

En 2017, la société Metaforic a transféré ses actifs à la Société et à Inside Secure UK Ltd et ensuite été liquidée. Une provision pour dépréciation de 4 millions d'euros a été comptabilisée au 31 décembre 2018 afin de refléter la juste valeur de la filiale au bilan de la Société.

En 2017, afin de financer l'acquisition de la société Meontrust par sa filiale Inside Secure BV, la Société a accordé un prêt intragroupe à sa filiale qui s'élevait à 4 millions d'euros. A la suite de remboursements partiels, le montant du prêt s'élève à 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

### 3.3 Etat des crédits-baux

Au 31 décembre 2018, la Société a levé toutes les options et ne dispose plus de contrat de crédit-bail en cours.

### 3.4 Etat des échéances des créances et des dettes

Les échéances des créances sont les suivantes :

Échéance des créances en milliers d'euros	Montant au 31 décembre 2018	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	10 130	-	10 130
Créances clients	13 262	9 223	4 039
Personnel et comptes rattachés	29	29	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9	9	-
Crédit d'impôt recherche et CICE	460	460	-
Taxe sur la valeur ajoutée	677	677	-
Divers Etat et autres collectivités publiques	612	612	-
Groupe et associés	293	293	-
Dépôts et cautions versés	649	649	-
Débiteurs divers	1 161	1 161	-
<b>Total</b>	<b>27 282</b>	<b>13 112</b>	<b>14 169</b>

Les échéances des dettes sont les suivantes :

Échéance des dettes en milliers d'euros	Montant au 31 décembre 2018	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans
Cautions recues	122	122	-
Financement adossé sur le CICE	92	92	-
Emprunts et dettes financières divers	16 140	16 140	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2 512	2 512	-
Personnel et comptes rattachés	1 200	1 200	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	637	637	-
Autres impôts et taxes assimilés	238	238	-
Groupe et associés	2 004	2 004	-
Autres dettes	636	636	-
<b>Total</b>	<b>23 582</b>	<b>23 582</b>	<b>-</b>

Les emprunts et dettes financières correspondent aux obligations convertibles en actions Inside Secure nouvelles ou existantes (OCEANE).

Les OCEANE portent intérêt à un taux nominal annuel de 6% payable semi annuellement à terme échu les 29 juin et 29 décembre de chaque année à compter du 29 décembre 2017. Les OCEANE ont été émises au pair le 29 juin 2017 et le 5 septembre 2017 et seront remboursées au pair le 29 juin 2022.

Les OCEANE donnent droit à l’attribution d’actions nouvelles et/ou existantes Inside Secure, à raison de 1,25 action pour 1 obligation. Les OCEANE pourront faire l’objet d’un remboursement anticipé au gré de la Société, sous certaines conditions.

### 3.5 Trésorerie

La trésorerie de la Société s’élève à 39 991 milliers d’euros au 31 décembre 2018 (contre 37 285 milliers d’euros au 31 décembre 2017).

En milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Liquidités en banques	39 991	37 285
<b>Total</b>	<b>39 991</b>	<b>37 285</b>

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l’exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l’exercice en perte ou en gain de change.

### 3.6 Variation des capitaux propres et composition du capital social

La variation des capitaux propres se présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	Affectation	Autres mouvements	31 décembre 2018
Capital	17 280	-	368	17 648
<i>Nombre d'actions</i>	<i>43 200 393</i>		<i>918 769</i>	<i>44 119 162</i>
<i>Valeur nominale</i>	<i>0,40 €</i>			<i>0,40 €</i>
Primes	164 303	-	(369)	163 934
Réserves réglementées	9 960	-	-	9 960
Report à nouveau	(131 060)	(373)	-	(131 433)
Résultat de l'exercice (perte)	(373)	373	(3 192)	(3 192)
<b>Capitaux propres</b>	<b>60 110</b>	<b>-</b>	<b>(3 194)</b>	<b>56 916</b>

Le résultat de l’exercice clos le 31 décembre 2017 a été affecté au report à nouveau débiteur par décision de l’assemblée générale ordinaire du 16 mai 2018.

- Le capital a évolué comme suit :

	Capital	Prime d'émission	Prime d'apport	Bons de souscription	Réserve indisponible
<b>A l'ouverture au 1er janvier 2018</b>	<b>17 280</b>	<b>163 436</b>	<b>461</b>	<b>407</b>	<b>9 960</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-
Exercice des options de souscription d'actions	368	(369)	-	-	-
<b>A la clôture au 31 décembre 2018</b>	<b>17 648</b>	<b>163 067</b>	<b>461</b>	<b>407</b>	<b>9 960</b>

- Les bons de souscription d’actions (« BSA ») émis par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2018 sont les suivants :

Date émission BSA	Nombre BSA souscrits	Prix souscription en euros	Nombre maximal d'actions à souscrire en exercice des BSA	Prix unitaire d'exercice unitaire en €	Date Expiration
2-oct.-08	3 200	Gratuit	12 800	9,54	24/3/2019
<b>TOTAL</b>	<b>3 200</b>		<b>12 800</b>		

- Les actions gratuites émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Date d'attribution des actions gratuites	Nombre d'actions gratuites pouvant être définitivement attribuées au 31/12/2018	Nombre d'actions attribuées définitivement en 2018	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre d'actions gratuites perdues au cours de l'année 2018
23-mars-15	-	-	-	109 573
23-mars-15	25 129	-	-	3 159
2-févr.-16	-	864 000	-	-
30-mai-16	51 317	-	-	-
16-déc.-16	504 000	49 502	-	41 231
3-déc.-18	220 000	-	-	-
<b>Total</b>	<b>800 446</b>	<b>913 502</b>	<b>-</b>	<b>153 963</b>

- Les options de souscription d’actions émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Date d'attribution des options	Nombre d'options attribuées en cours de validité au 31/12/2018	Prix de souscription des options (en €)	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des options	Nombre des options levées au cours de l'année 2018	Prix de souscription des actions sur levée des options (en €)	Date d'expiration des options
26-juil.-12	15 266	Gratuit	15 266	-	2,9	26-févr.-22
20-févr.-13	42 136	Gratuit	42 136	-	2,7	20-févr.-22
20-févr.-13	5 267	Gratuit	5 267	5 267	2,7	20-févr.-23
27-août-13	33 396	Gratuit	33 396	-	2,3	27-août-23
27-août-13	5 268	Gratuit	5 268	-	2,3	27-févr.-23
22-juil.-14	31 600	Gratuit	31 600	-	4,3	22-juil.-24
28-août-14	47 400	Gratuit	47 400	-	4,0	28-août-24
16-déc.-16	328 410	Gratuit	328 410	-	2,2	16-déc.-26
16-déc.-16	230 000	Gratuit	230 000	-	1,9	16-déc.-26
19-oct.-17	500 000	Gratuit	500 000	-	2,9	19-oct.-27
16-févr.-18	14 000	Gratuit	14 000	-	2,5	16-févr.-28
21-déc.-18	40 000	Gratuit	40 000	-	1,6	21-déc.-28
<b>Total</b>	<b>1 292 743</b>		<b>1 292 743</b>	<b>5 267</b>		

- Actions propres détenues au 31 décembre 2018

Hormis les actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité, la Société ne détient pas d'autres actions propres.

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice 2018, le solde du contrat de liquidité était de 141 571 actions au 31 décembre 2018. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 181 759 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre 2018, soit 1,283 euros.

### 3.7 Etat des provisions

Les provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	31 décembre 2018
Provisions pour pertes de change	(605)	(584)	605	-	(583)
Autres provisions pour risques	(3 408)	(166)	211	160	(3 202)
Provision pour complément de prix	(2 578)	-	880	-	(1 698)
Provisions indemnités retraites	(137)	(8)	-	-	(145)
<b>TOTAL I</b>	<b>(6 728)</b>	<b>(758)</b>	<b>1 697</b>	<b>160</b>	<b>(5 628)</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>					
Sur titres de participation	(4 122)	(4 000)	-	-	(8 122)
Sur comptes clients	(138)	-	26	-	(112)
<b>TOTAL II</b>	<b>(4 260)</b>	<b>(4 000)</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>(8 234)</b>
<b>TOTAL GENERAL (I) + (II)</b>	<b>(10 988)</b>	<b>(4 758)</b>	<b>1 723</b>	<b>160</b>	<b>(13 862)</b>

#### *Provisions pour pertes de change et indemnités de départ à la retraite*

Les provisions pour pertes de change correspondent aux pertes latentes de change nettes sur les positions bilancielle.

La Société comptabilise des provisions pour indemnités de départ en retraite sur la base de calculs et d'hypothèses actuariels.

#### *Autres provisions pour risques*

La Société est sujette à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction de la Société considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière de la Société, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

Les autres provisions pour risques incluent également les provisions relatives à des procédures prud'homales en cours à la date de clôture.

#### *Provision pour complément de prix*

Voir la note 3.1.

### 3.8 Avances ou crédits alloués aux dirigeants

Conformément à la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la Société.

### 3.9 Produits à recevoir

Les produits à recevoir se répartissent comme suit au bilan :

En milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Crédit impôt recherche	442	240
CICE	18	24
Clients factures à établir	8 192	4 232
Autres produits à recevoir	37	51
<b>Total</b>	<b>8 690</b>	<b>4 547</b>

### 3.10 Charges à payer

Les charges à payer se répartissent comme suit au bilan :

En milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Fournisseurs et comptes rattachés	1 575	1 315
Dettes fiscales et sociales	1 616	1 708
<b>Total</b>	<b>3 190</b>	<b>3 023</b>

### 3.11 Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance et les produits constatés d'avance se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Charges d'exploitation	456	495
<b>Total</b>	<b>456</b>	<b>495</b>

En milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Produits d'exploitation	3 315	2 363
<b>Total</b>	<b>3 315</b>	<b>2 363</b>

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges courantes d'exploitation engagées et comptabilisées avant leur fait générateur.

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des facturations des maintenances dont le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure que les critères de reconnaissance sont remplis.

### 3.12 Ecart de conversion sur opérations en devises

L'écart de conversion sur opérations en devises se détaille comme suit au 31 décembre 2018 :

Nature des écarts en milliers d'euros	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Créances	-	-	-	(710)
Dettes d'exploitation	(584)	-	(584)	
<b>Total</b>	<b>(584)</b>	<b>-</b>	<b>(584)</b>	<b>(710)</b>

## 4. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

### 4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

En 2018, la Société a réalisé 95% de son chiffre d'affaires à l'export et 5% en France.

### 4.2 Rémunération des dirigeants

Les principaux dirigeants se composent des membres du comité de direction du Groupe et du conseil d'administration. Les rémunérations prises en charge au titre des principaux dirigeants sont les suivantes :

En milliers d'euros	Exercice clos le 31 décembre	
	2018	2017
Salaires et traitements	1 099	1 253
Jetons de présence (*)	64	52
Charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions	407	432
<b>Total</b>	<b>1 570</b>	<b>1 737</b>

(\*) Conseil de surveillance en 2017

### 4.3 Ventilation de l'effectif

L'effectif se détaille comme suit au 31 décembre 2018 :

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	14	-
Agents de maîtrise et techniciens	6	-
Contrat professionnalisation	1	-
		-
<b>Total au 31 décembre 2018</b>	<b>21</b>	<b>-</b>

#### 4.4 Impôts

##### - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société est fiscalement bénéficiaire pour 419 milliers d'euros. La Société a imputé une partie de ses déficits reportables sur ce bénéfice, de telle sorte que le déficit reportable au 31 décembre 2018 s'élève à 186 770 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2018, le report déficitaire est le suivant :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2018
Total des déficits restant à reporter avant intégration fiscale de janvier 2011	71 299
<b>Total des déficits restant à reporter avant l'intégration fiscale</b>	<b>71 299</b>
Déficits reportables pour les exercices 2011 à 2015	116 423
Déficits utilisés au titre de l'exercice 2016	(1 602)
Déficits reportables pour l'exercice 2017	1 069
Déficits utilisés au titre de l'exercice 2018	(420)
<b>Total des déficits restant à reporter dans le cadre de l'intégration fiscale</b>	<b>115 471</b>
<b>Total des déficits restant à reporter</b>	<b>186 770</b>

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables pour les comptes sociaux des sociétés françaises, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôts différés sur ce déficit.

##### - Intégration fiscale

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société a mis en place une convention d'intégration fiscale avec sa filiale Inside Secure France SAS.

#### 4.5 Résultat financier

*Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :*

Produits financiers	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Produits financiers de participations	1 797	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	206	-
Différences positives de change	4 444	2 457
Reprise de provisions pour risques et charges financières	605	52
Intérêts et charges	764	1 876
<b>Total</b>	<b>7 817</b>	<b>4 386</b>
<b>Charges financières</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 décembre 2017</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	4 584	605
Intérêts et charges	1 037	2 241
Différences négatives de change	2 715	5 097
<b>Total</b>	<b>8 336</b>	<b>7 944</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(518)</b>	<b>(3 558)</b>

Les produits financiers de participations de l'exercice 2018 correspondent à des distributions de dividendes pour un montant de 1 797 milliers d'euros.

Les dotations financières aux amortissements et provisions de l'exercice 2018 incluent une provision sur titres de participation pour un montant de 4 000 milliers d'euros.

#### 4.6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Produits 2018	Charges 2018	31 décembre 2018, Net	31 décembre 2017, Net
Sur exercice antérieur	546	(165)	381	(342)
Sur cession d'immobilisations	-	(1)	(1)	(75)
Sur dépréciation des titres (voir note 3.2)	-	-	-	-
Sur créances irrécouvrables	-	-	-	-
Sur risques et charges exceptionnels	-	(460)	(460)	745
Pénalités diverses	-	(10)	(10)	(13)
<b>Total</b>	<b>546</b>	<b>(636)</b>	<b>(90)</b>	<b>315</b>

#### 4.7 Transferts de charges

Les transferts de charges ont un caractère d'exploitation et s'élèvent à 732 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2018. Ils sont principalement constitués des refacturations des frais à la société Presto Engineering et WISeKey dans le cadre refacturation de loyers et charges associées.

#### 4.8 Montant des dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges en 2018 s'élève à 17 324 milliers d'euros (12 773 milliers d'euros en 2017).

### 5. Engagements financiers et autres informations

#### 5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Il n'y a pas de dettes garanties par des sûretés réelles au 31 décembre 2018.

#### 5.2 Montant des engagements financiers

Les engagements financiers de la société sont les suivants :

Engagements donnés (en milliers d'euros)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Contrats de location	1 079	1 355
Couvertures de change USD/EUR	20 750	9 700
Couvertures de change USD/GBP	1 006	-
<b>Total</b>	<b>22 835</b>	<b>11 055</b>

### 5.3 Liste des filiales et participations

Les filiales et participations se détaillent comme suit au 31 décembre 2018 :

Société	Pays	% détention	Monnaie	Capital	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat	Valeur comptable des titres détenus en k€		Avance consentie (+) reçue (-) en k€	Prêts intragroupe en k€
								brute	nette		
Inside Secure Corporation	Etats-Unis	100%	Dollars US	50	159	8 544	328	50	50	(584)	-
Inside Secure UK Ltd	Ecosse	100%	Livre sterling	0	(6 096)	2 948	(183)	8 630	508	(598)	7 627
INSIDE Secure B.V	Pays-Bas	100%	Euros	100	161	3 380	712	4 570	4 570	191	2 504
Inside Secure France SAS	France	100%	Euros	1	4	1	0	1	1	(3)	-
Inside Secure KK	Japon	100%	Yen	100	4 765	106 230	492	1	1	63	-
Vanadium Acquisition Inc.	Etats-Unis	100%	Dollars US	-	-	-	-	-	-	-	-

Au cours de l'exercice 2018, dans le cadre du projet d'acquisition de Verimatrix Inc., la Société a créé la société Vanadium Acquisition, Inc.

### 5.4 Relations intra-groupe

Les opérations intra-groupe réalisées au cours de l'exercice avec les sociétés du Groupe se récapitulent de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
<b>Produits</b>		
Produits d'exploitation	-	-
Produits financiers	2 004	190
<b>Total</b>	<b>2 004</b>	<b>190</b>
<b>Charges</b>		
Charges d'exploitation	21 146	17 455
<b>Total</b>	<b>21 146</b>	<b>17 455</b>

Les charges d'exploitation correspondent principalement aux différents coûts supportés par les filiales et refacturés à la Société conformément aux contrats en vigueur.

\* \*  
\*